

FIDH – Fédération internationale pour les droits humains

ALQST for Human Rights

Gulf Centre for Human Rights

Ligue des droits de l'Homme

Communiqué conjoint

Avec les militantes saoudiennes des droits des femmes derrière les barreaux, les athlètes participant au rallye Dakar devraient montrer leur soutien

Paris, Beyrouth. 29 décembre 2020 – Un an après la première édition du Rallye Dakar en Arabie Saoudite, la FIDH et ses organisations membres en Arabie Saoudite, l'ALQST for Human Rights, dans le Golfe, le Gulf Center for Human Rights (GCHR), et en France, la Ligue des droits de l'Homme expriment à nouveau leur inquiétude de voir se reproduire cet événement sportif annuel au même endroit, alors que le bilan du royaume en matière de droits humains continue de s'aggraver.

« *En raison de l'inaction des partenaires du régime saoudien, les défenseur-e-s des droits des femmes Loujain Al-Hathloul, Nassima Al-Saddah, Samar Badawi, Nouf Abdulaziz, Miyaa Al-Zahrani et Mohammed Al-Bajadi sont toujours derrière les barreaux depuis 2018. Plusieurs ont été torture-e-s, abuse-e-s sexuellement et autrement maltraité-e-s sans droit à un recours effectif. Et pourtant, ces militant-e-s ont été en première ligne pour défendre les droits humains dans leur pays, à commencer par le droit des femmes de conduire* », a dénoncé Alice Mogwe, présidente de la FIDH.

Il y a un an, David Castera, le directeur du Rallye Dakar, saluait « *l'ouverture* » du pays par les autorités saoudiennes et voyait dans la tenue de la course une opportunité de soutenir le droit des femmes à conduire. Cependant, dans le cadre de cette soi-disant ouverture, alors que les femmes sont autorisées à conduire depuis juin 2018, les personnes mêmes qui se sont battues pour défendre ce droit restent en prison.

Un an plus tard, la répression orchestrée par les autorités saoudiennes contre la défense des droits humains s'est accélérée. Les femmes qui ont participé à la campagne #WomensRight2Drive sont en procès. C'est le cas de Loujain Al-Hathloul, lauréate du Prix de la Liberté 2020 du Forum mondial Normandie pour la paix, qui est détenue depuis mai 2018, qui a marqué le début de la répression contre les défenseurs des droits humains saoudiens. Son cas a été transféré en novembre 2020 à un tribunal chargé des affaires de terrorisme, une cour pénale spécialisée connue pour bafouer les normes du droit à un procès équitable.

Après plusieurs reports, et 958 jours de détention provisoire, Loujain Al-Hathloul a été condamnée hier à cinq ans et huit mois de prison, après un chef d'accusation qui lui reprochait, entre autres, « *d'avoir contacté Amnesty International et Human Rights Watch* », « *postulé pour un emploi aux Nations Unies* » et « *envoyé des informations* » sur la situation des droits humains aux mécanismes de protection de l'ONU. Le tribunal a suspendu deux ans et dix mois de sa peine, et a compté le temps déjà purgé, ce qui signifie que Loujain sera probablement libérée en mars 2021. Elle devra néanmoins faire face à trois ans de probation et à une interdiction de voyager de cinq ans.

Dans ce contexte, le Rallye Dakar ne doit pas devenir un exercice de poudre aux yeux qui ne s'attaquerait qu'aux dunes de sable et non à l'injustice. Les valeurs du sport sont incompatibles avec celles d'un Etat qui torture des militantes ou assassine ses journalistes. Les concurrents doivent saisir cette opportunité pour devenir des champions des droits humains. C'est la signification du hashtag de la campagne #StandWithSaudiHeroes.

Nos organisations font partie des 15 ONG qui recommandent dans une [lettre conjointe](#) que les organisateurs du rassemblement, les participants et les diffuseurs officiels exhortent les autorités saoudiennes à abandonner toutes les charges retenues contre les défenseuses des droits femmes saoudiennes et à libérer immédiatement les personnes détenues. Les pilotes du rallye – hommes et femmes – devraient prendre la parole et faire pression sur les autorités saoudiennes pour qu’elles agissent. Notre campagne demande aux concurrents comme à tous ceux qui sont sensibles à la cause des défenseur-e-s saoudien-ne-s des droits humains, de relayer le hashtag **#StandWithSaudiHeroes** et de porter un brassard rose en signe de solidarité.

Contacts presse :

Eva Canan (FIDH) : +33 6 48 05 91 57 / ecanan@fidh.org / <http://twitter.com/EvaCanan>

GCHR : media@gc4hr.org / Twitter : @GulfCentre4HR

ALQST : contact@alqst.org / Twitter : @ALQST_Contact

LDH : communication@ldh-france.org / Twitter : @LDH_Fr